

riode d'avant-guerre, d'opposition de gauche : les dissensions ne reposaient que sur la tactique électorale de coalition et les mesures disciplinaires contre les élus socialistes qui ne manquaient jamais de voter pour le Gouvernement.

Hervé, avec son antimilitarisme purement négatif, resta sans écho. Comme on le sait, Hervé, au début de la guerre, devint un des plus enragés jusqu'au-boutistes. Sorel, avec ses conceptions syndicalistes, n'eut prise dans les rangs du parti politique.

En ce qui concerne le mouvement syndical, la France fut l'unique pays où le mouvement ouvrier, dans son ensemble, échappa à l'influence du parti socialiste. Ce mouvement qualifié de « révolutionnaire » parce qu'il était apolitique, couvait en réalité, dès le début, les germes du syndicalisme réformiste de la C.G.T. d'aujourd'hui.

ITALIE. — Les courants qui se manifestèrent après 1900 ne prirent aucune forme d'organisation mais prenaient corps seulement aux veilles de congrès et pendant les discussions de ceux-ci.

1) le courant réformiste (Turati et la Revue « La Critica Sociale ») qui obtint la majorité au Congrès d'Imola en 1902 ;

2) le courant soi-disant révolutionnaire (Ferri et la Revue « Il Socialismo ») dont l'extrême gauche était représentée par « L'Avanguardia Socialista » de Milan. Le désaccord n'était motivé que par l'intransigeance plus ou moins rigide du parti au sujet des élections parlementaires et municipales.

Par après, la discussion se fit sur l'appui à donner aux gouvernements bourgeois et même à la participation, qu'envisageait l'aile réformiste de Bissolati. Ce courant qui poussait « le réformisme » à ses extrêmes et logiques conséquences, fut exclu au congrès de Reggio Emilia, en 1912.

La réaction contre la politique opportuniste du parti, (Giolitti se vanta avec raison d'avoir corrompu le groupe parlementaire grâce aux faveurs accordées aux députés et aux coopératives) fut représentée par le syndicalisme. Sorel eut en Italie une plus grande influence qu'en France. D'autre part, les syndicalistes italiens qui s'appuyaient sur la Fédération de la Jeunesse socialiste et qui absorbèrent les éléments de l'« Avanguardia Socialista », firent bloc au Congrès de Bo-

logne, en 1904, avec Ferri, qui obtint ainsi la majorité.

Mais l'accord dura peu. D'un côté, le « ferrisme » — après l'abandon de son chef — se désagrégea et se transforma en « intégralisme » unitaire à tout prix de Morgari ; de l'autre côté, le réformisme, au Congrès de Florence, 1906, reprit le contrôle du parti et de l'organe central « L'Avanti » qui fut confié à Trèves.

Le syndicalisme politique ne participait plus au Congrès de Florence, et après son détachement du parti, ce mouvement disparut sans laisser aucune trace.

Les manifestations littéraires (« La Lupa » de Orano et « Le Pagine Libere » de Olivetti) contiennent déjà les germes d'un syndicalisme national, précurseur du fascisme, — vers lequel confluèrent presque tous les anciens syndicalistes — (Orano, Olivetti, Lanzillo : traducteur de Sorel, etc.).

Le syndicalisme ouvrier influença davantage le mouvement ouvrier : l'Union Syndicale qui surgit, en opposition à la Confédération Générale du Travail dominée par la bureaucratie réformiste, fut l'œuvre d'éléments syndicalistes et anarchistes.

Le Congrès de Reggio Emilia, en 1912, donna la majorité à l'aile « intransigeante révolutionnaire » sur une plate-forme d'intransigeance électorale et de lutte contre la Franc-maçonnerie. Cette victoire ne fut possible que grâce à l'organisation de la gauche — en 1911 — en fraction. Elle publiait un journal « La Soffitta » (Le Grenier, où d'après Giolitti les socialistes auraient mis Marx).

Cette fraction est l'un des rares exemples de fractions organisées au sein des partis d'avant-guerre.

Pour mémoire : en Italie, dans les partis socialistes, on enregistra également quelques cas de scissions, mais qui conservèrent un caractère purement local : Turati, à deux reprises, constitua à Milan des groupes autonomes. Mussolini, avec toute la Fédération de Forli, était sorti du Parti au moment du Congrès de Reggio Emilia ; Bordiga fit une scission à Naples en 1914 contre la majorité de sa section qui était entré dans un bloc électoral aux élections municipales.

AUTRES PAYS. — Nous ne parlerons pas de l'Angleterre, qui nécessiterait une étude particulière, mais dont on peut dire, toutefois, qu'elle ne connut pas de

courants de gauche bien qu'elle fut, d'autre part, le pays de la confusion idéologique.

La Belgique, elle, en 1912, publia une Revue « La Lutte des Classes », rédigée par de Brouckère et quelques éléments jeune garde socialiste et qui s'inspirait des idées exprimées à cette époque en France par le « Socialiste » de Jules Guesde.

PAYS OÙ S'EFFECTUA UNE SCISSION

Dans les quelques pays où la gauche se donna une forme d'organisation, eut lieu par après, une scission qui détermina la création d'un nouveau parti.

Il ne faut pas oublier qu'au cours de son histoire, la IIe Internationale n'est jamais intervenue auprès des partis nationaux pour leur faire exclure des courants qu'elle considérait comme « étrangers » à son programme.

Tout au contraire, elle a toujours cherché à sauvegarder à tout prix l'unité des sections nationales en s'efforçant d'éliminer le plus possible de dissensions et de pousser à l'unification, dans les pays où comme en Pologne, en Russie, en Bulgarie, en Angleterre et aux Etats-Unis, existaient des organisations antagonistes.

Les quelques partis (grec, portugais, de certains pays de l'Amérique latine) qui, avant-guerre, n'adhéraient pas à la IIe Internationale, restèrent en dehors non pour des raisons politiques, mais surtout pour des raisons financières.

En dépit du principe suivant lequel il ne pouvait exister qu'une seule section nationale par Etat — Etat pris dans le sens de Gouvernement — on fit des dérogations pour la Pologne, la Finlande, la Lettonie (Russie) ; pour la Croatie et la Bosnie (Autriche-Hongrie) et pour l'Arménie (sous-section de la Turquie). De plus, il arriva que plusieurs organisations d'un même pays adhérèrent séparément à la IIe Internationale : les bolcheviks, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les organisations nationales pour la Russie ; la social-démocratie, le parti socialiste polonais (Pilsudsky), pour la Pologne ; la Fédération, par après parti social-démocrate, le Parti Ouvrier indépendant et la société fabienne, pour l'Angleterre ; le parti ouvrier social-démocrate et le parti social-démo-

crate, pour les Pays-Bas ; le Parti socialiste et le Parti Ouvrier socialiste, aux Etats-Unis.

Il suffisait que les sections nationales soient d'accord pour les admettre. En Russie, par exemple, les socialistes révolutionnaires — aux idées plus larges sur la question nationale — créèrent des sous-sections pour toutes les organisations qui en firent la demande. Au contraire, les social-démocrates refusèrent l'adhésion des social-démocrates ukrainiens et de plusieurs organisations socialistes juives.

La Bulgarie et les Pays-Bas furent les deux seuls pays où on arriva à une scission de la gauche.

En Bulgarie, le Parti Ouvrier Socialiste Bulgare — les « Étroits » — avait déjà été créé en 1903. Suite à une séparation d'avec le parti officiel — les « Larges » — qui l'avaient transformé en une organisation petite-bourgeoise électoraliste en proclamant la nécessité d'une interprétation « plus large » du socialisme.

En Hollande, l'opposition qui s'était manifestée surtout après la grève générale de 1903 — étranglée par la bureaucratie syndicale d'accord avec les chefs parlementaires du parti — fit paraître, dès 1905, un journal « La Tribune ». Après plusieurs années de luttes fractionnelles au sein du parti, cette opposition fut — en grande partie — expulsée. En 1910, elle se regroupa dans un parti distinct : le Parti Social démocrate. Sur cette école marxiste hollandaise deorter et Pannekoek, « Bilan » a publié, d'ailleurs, une étude du camarade Soep.

Ce furent les socialistes « étroits » bulgares et les « tribunistes » hollandais, qui formèrent après guerre les noyaux des partis communistes de ces deux pays.

Aux Etats-Unis, à côté du parti socialiste (Debs) fondé en 1901, existait le Parti Ouvrier Socialiste (De Leon), d'origine plus ancienne. Ce dernier parti mena une politique scissionniste dans le domaine syndical. De Leon sympathisa avec les I.W.W., mais il ne réussit à acquérir une certaine influence parmi les masses.

Il faut également mentionner qu'en Suède, la Jeunesse socialiste, en opposition avec le Parti sur les questions parlementaire, religieuse et anti-alcoolique,